

Éditorial

Trois dossiers plutôt qu'un

Le comité éditorial de la revue *Organisations & Territoires* a le plaisir de vous offrir trois dossiers pour le dernier numéro de 2024. Le premier porte sur **les tensions au cœur de la gestion des petites et moyennes organisations (PMO)**. Ce sont les professeurs-chercheurs à Trois-Rivières François Labelle, François L'Écuyer et Jamal Ben Mansour qui sont coresponsables de ce dossier. Tous les trois sont membres de l'Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le second dossier, sur **l'entrepreneuriat féminin**, a été développé sous la responsabilité du professeur-chercheur Félix Zogning de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke. Enfin, le troisième dossier, qui porte sur **la protection des lanceurs d'alerte au Canada et au Québec**, sera présenté par la professeure-chercheuse France Aubin, membre de la Chaire de recherche France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression (COLIBEX), et de l'assistant de recherche Jordan Mayer, avocat, doctorant à la Faculté de droit de l'Université Laval et membre étudiant du Centre d'études en droit administratif et constitutionnel de la même université. Vous trouverez la présentation de ces trois dossiers dans les pages suivantes.

Rubrique *Espace libre*

Dans le contexte actuel au Québec, les auteurs mettent en avant une étude qui trouve une pertinence particulière, étant donné l'adoption en décembre 2023 par l'Assemblée nationale du projet de loi n° 15 *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*. Selon **Chantal Doré, Nancy Lévesque, Shelley-Rose Hyppolite, Lara Maillet, Anna Goudet, Denis Bourque et Danielle Maltais**, les interventions intersectorielles et territoriales offrent une piste à considérer afin de réduire les disparités sociales en matière de santé. Plus précisément, à partir de quatre interventions de proximité en centre intégré de santé et services sociaux (CISSS) et en centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSSS), cette étude démontre comment, en adoptant une pratique appropriée qui cible les déterminants sociaux de la santé (incluant un large éventail de facteurs personnels, sociaux, économiques et environnementaux), il est possible de contribuer à la responsabilité populationnelle du réseau de la santé et des services sociaux, ce qui, à son tour, permet de réduire les inégalités sociales en matière de santé. Il était inévitable que cette discussion soulève des enjeux de gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) en lien avec la disparité des pouvoirs et l'érosion des services publics en général.

Bernard Korai, Rémy Lambert et Marie-Ève Ducharme nous offrent un article des plus intéressants sur les marques territoriales bioalimentaires à l'échelle du Québec. Depuis la pandémie de COVID-19, il semblerait y avoir un recul du niveau réel de demande pour les produits locaux. Pour expliquer ce phénomène au-delà du facteur économique, les auteurs ont examiné la relation

entre les consommateurs et ces produits à travers les marques territoriales qui en font la promotion. Ils ont mené une recherche empirique auprès de 1203 consommateurs québécois. Ils arrivent au constat qu'il est essentiel que tous les acteurs impliqués dans le développement local instaurent des actions visant à améliorer la communication, la formation des ressources humaines et la gestion stratégique des marques territoriales. Tout en offrant une compréhension holistique des enjeux liés aux marques territoriales au Québec, les auteurs fournissent des outils concrets pour guider les actions futures dans ce domaine.

L'économie de proximités joue un rôle significatif en sciences régionales. Par contre, sa conceptualisation fait l'objet de nombreux débats, où plusieurs écoles de pensée se confrontent. On découpe, entre autres, les formes de proximités en plusieurs catégories selon que l'on appartienne à l'école de pensée interactionniste ou institutionnaliste. Les auteurs **Ndiaga Niasse et Demba Kane** examinent de manière critique la classification des approches de l'économie de proximités dans le but de surmonter ses limites et de l'intégrer dans une dynamique plus simpliste et institutionnelle.

Jessica Roland nous présente une analyse sur la pérennité et la transformation des microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) à l'ère de l'économie collaborative et de la fragilisation des chaînes d'approvisionnement. Elle observe que, pour garantir la pérennité des MPME, il est essentiel d'atténuer les risques externes auxquels elles sont exposées. L'auteure propose quelques idées à considérer pour les dirigeants et les États, soulignant leur rôle crucial en tant qu'acteurs clés dans un écosystème entrepreneurial.

La pauvreté est un problème répandu dans presque tous les pays du monde, mais son ampleur varie d'un endroit à l'autre. À partir des données de la Banque mondiale de 2010 à 2021, **Fabrice-Gilles Ndombi Avouba, Jonel Olengoba et Mathias Marie Adrien Ndinga** comparent les effets de la gouvernance sur la pauvreté entre la zone franc et le Commonwealth. Ils utilisent deux estimateurs, soit le *mean group* (MG) et le *common correlated effects mean group* (CCEMG).

Enfin, **Myriam Larouche-Tremblay, Claudiane Ouellet-Plamondon et Stéphane Godbout** ont fait une étude sur le rôle des jardins intelligents (jardins verticaux, murs végétaux et toits verts) dans l'industrie de la production maraîchère québécoise. Avec les évolutions climatiques en cours, cette méthode agricole émergente, instaurée dès 2010, offre de nombreux avantages. Elle réduit l'empreinte carbone et permet d'offrir des légumes écoresponsables frais directement dans les infrastructures résidentielles et commerciales. De plus, ces jardins intelligents constituent un pas positif vers l'atteinte de l'autosuffisance agricole. En appliquant une théorie et un modèle de gestion de l'innovation et de la créativité en maraîchage, les auteurs proposent une analyse de la faisabilité des jardins verticaux au Québec. Il est crucial de maintenir le respect des méthodes traditionnelles, tout en les adaptant aux avancées des nouvelles technologies de l'industrie 4.0.

Rubrique *Étude de cas*

Evelyne Lemaire et **Claudia Pelletier** examinent les moyens de favoriser une adoption et une implantation technologiques réussies en contexte municipal québécois. Appuyées sur les principes de la recherche-action et de la participation observante, les chercheuses présentent les résultats de leur étude, qui permettent de décrire et de mieux comprendre les raisons pour lesquelles certaines pratiques en matière de gestion et de suivi des projets technologiques rencontrent des déficiences. Plus précisément, elles ont observé un projet mené par le Service de planification et d'aménagement du territoire d'une ville du Québec qui consiste en l'implantation d'un nouvel outil technologique et cartographique : ArcGIS Urban.

Rubrique Notes d'actualité

En juin 2023, le gouvernement du Québec modifiait en profondeur la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chap. A-19.1) afin d'éclaircir les finalités que doit viser la planification territoriale au Québec. **François Fortin** nous trace les grandes lignes des principales modifications apportées à cette loi, car elles auront un impact important sur l'ensemble de la population québécoise.

Rubrique *Chronique du livre*

Enfin, pour terminer ce numéro, on pourra prendre connaissance d'une recension, soit celle de **Nikolai Vokuev** sur l'ouvrage de R. Corriveau, *Un conseil de presse est-il encore possible? Les misères de l'autoréglementation*, paru en 2023 aux Presses de l'Université du Québec.

Nous vous souhaitons une excellente lecture et espérons que les articles de ce numéro vous seront instructifs et enrichissants.

Jeanne Simard, professeure, UQAC
Directrice de la revue

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n2.1790>